



fem

FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL  
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

# Le FEM et les organisations de la société civile :

UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE





# Table des matières

## AVANT-PROPOS 3

## INTRODUCTION 5

LE FEM EN BREF

LE PARTENARIAT UNIQUE AVEC LES ORGANISATIONS  
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

## LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE : POLITIQUE ET PARTICIPATION 7-9

LA POLITIQUE DU FEM SUR LA PARTICIPATION  
DES OSC AUX PROJETS

LA POLITIQUE DU FEM SUR LA PARTICIPATION  
DES OSC AUX POLITIQUES INTERNATIONALES

## ENCOURAGER DES PARTENARIATS INNOVANTS 10-13

ANALYSE DES PROJETS EXÉCUTÉS PAR DES OSC

TENDANCES PAR CYCLE DE RECONSTITUTION  
DES RESSOURCES DE LA CAISSE DU FEM

RÉPARTITION PAR TYPE D'OSC

RÉPARTITION PAR DOMAINE D'INTERVENTION

RÉPARTITION RÉGIONALE

RÉPARTITION PAR ENTITÉ D'EXÉCUTION

COFINANCEMENT

## DES SOLUTIONS LOCALES AUX PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX DE LA PLANÈTE 14-17

STRUCTURE DU PROGRAMME DE MICROFINANCEMENTS

ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE PROJETS  
DU PROGRAMME DE MICROFINANCEMENTS

TENDANCES PAR PHASE D'OPÉRATIONS

RÉPARTITION PAR TYPE D'OSC

RÉPARTITION PAR DOMAINE D'INTERVENTION

RÉPARTITION RÉGIONALE

## LES PROJETS : FAITS MARQUANTS ET BONNES PRATIQUES 18-23

### NIVEAU INTERNATIONAL

■ Projet mondial : Fonds du partenariat pour les  
écosystèmes vitaux

■ Projet mondial : Encourager la société civile à  
participer activement et efficacement au travail  
de préparation de la mise en application de  
la Convention de Stockholm

### NIVEAU RÉGIONAL

■ Projet régional : Gestion durable des zones  
humides continentales d'Afrique australe :  
Une approche écosystémique fondée sur les  
moyens de subsistance

■ Constitution et renforcement des capacités pour  
l'exploitation durable des sources d'énergie  
renouvelable en Amérique centrale

### NIVEAU NATIONAL

■ Argentine : Gestion et préservation de la  
biodiversité des zones humides des étangs  
de l'Iberá

■ Fédération de Russie : Substances toxiques  
persistantes, sécurité alimentaire et peuples  
autochtones du nord de la Russie

### NIVEAU LOCAL

■ Chili : Gestion du littoral peuplé par les Lafkenches

■ Philippines : Gestion communautaire des bassins  
versants et utilisation de la ressource en eau pour  
la production hydroélectrique

## UN PARTENARIAT EFFICACE EN VUE DE LA PROMOTION DES POLITIQUES INTERNATIONALES 24-27

### LE RÉSEAU DES ONG

L'ACTION MENÉE PAR LES OSC POUR PROMOUVOIR  
LES POLITIQUES DE L'INSTITUTION

PARTICIPATION DES OSC AUX ÉVALUATIONS DU FEM

COMMENT PARTICIPER ?

## ORIENTATIONS FUTURES 28-30





**Avant-pro**



OS



**Monique Barbut**  
Directrice générale  
et présidente du Fonds  
pour l'environnement mondial

La réussite repose sur la solidité des partenariats. Depuis sa création, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a forgé des partenariats avec des organisations publiques, privées et à but non lucratif afin d'intensifier l'impact de son action dans les pays en développement.

Au fil des années, nous avons constaté que certaines de nos alliances les plus robustes avaient été nouées avec des organisations de la société civile (OSC) dont les compétences sur le terrain nous ont permis de mieux communiquer avec les communautés et les populations auxquelles nous apportons notre soutien.

S'engager aux côtés des OSC est donc une démarche fondamentale pour le financement des projets du FEM : la participation des populations fait partie intégrante de la *raison d'être* du FEM. À ce jour, environ 13 % de nos projets ont été directement approuvés au profit d'OSC et leurs effets catalyseurs portent leurs fruits au niveau mondial autant que local. Au moyen du Programme de micro-financements, nous avons accordé plus de 12 000 microfinancements dans 122 pays participants. Grâce à ces efforts, le FEM et ses partenaires ont considérablement amélioré le milieu de vie et l'existence des populations locales, tout en ayant des effets positifs sur l'environnement mondial, dans le droit-fil des conventions internationales.

Les OSC participent également aux négociations visant à définir la voie à suivre pour l'avenir. Par l'entremise du Réseau d'ONG accréditées auprès du FEM, elles prennent part aux consultations avec les parties concernées et font en outre entendre leur voix dans les réunions du Conseil du FEM. Au moyen des consultations et de l'information diffusée, le Réseau fait le lien avec les nombreuses OSC membres du monde entier.

Au cours des 18 dernières années, le partenariat FEM-OSC a engrangé de nombreux succès et des enseignements utiles qui peuvent être mis à bonnes fins. Pour l'avenir, nous restons tout acquis à développer notre engagement auprès des OSC pour que le FEM gagne encore en efficacité au plan des coûts aussi bien que des résultats.

Cette publication marque une étape de ce processus. Nous encourageons les parties prenantes du FEM, tous secteurs confondus, les organismes publics, les entreprises privées et les associations à but non lucratif, à lire ces pages et à nous éclairer afin que le FEM reste axé sur la bonne voie. En ces périodes où tous sont confrontés à des contraintes budgétaires, et aujourd'hui plus que jamais, nous devons promouvoir des partenariats efficaces et à même d'œuvrer sans relâche pour la protection de l'environnement.





# Introduction





## Le FEM en bref

Créé en 1991, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) est un organisme financier indépendant qui accorde des aides financières aux pays en développement afin de réaliser des projets ayant des retombées positives pour l'environnement mondial et favorisant des moyens de subsistance viables pour les populations locales. Il apporte ses financements à l'exécution de projets concernant la biodiversité, le changement climatique, les eaux internationales, la dégradation des sols, la couche d'ozone et les polluants organiques persistants.

Le FEM fait office de mécanisme financier pour la mise en œuvre des Conventions internationales sur la biodiversité, le changement climatique et les polluants organiques persistants. Il est également un rouage du mécanisme financier de la Convention sur la lutte contre la désertification et collabore étroitement avec les instances d'autres traités et instruments. Il travaille aussi en étroite concertation avec les Secrétariats des Conventions, les Agents et Organismes d'exécution, le secteur privé et la société civile.

Le FEM réunit 181 pays — en partenariat avec des institutions internationales, des organisations non gouvernementales, des populations autochtones et locales et le secteur privé — pour s'atteler à des problèmes environnementaux d'ampleur mondiale, tout en appuyant les efforts nationaux de développement durable. En tout juste 18 ans, il est devenu une entité efficace et transparente qui affiche des résultats solides. En tant que première source de financement des projets consacrés à l'amélioration de l'environnement de la planète, il a accordé des aides à hauteur de 9,2 milliards de dollars sur ses fonds propres et mobilisé plus de 40 milliards de dollars de cofinancement à l'appui de plus de 2 600 projets dans plus de 165 pays en développement ou en transition. Son Programme de microfinancements a aussi fourni plus de 12 000 financements directement alloués à des organisations non gouvernementales et communautaires.

Le partenariat du FEM s'appuie sur ses trois Agents d'exécution — le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale — ainsi que sur sept Organismes d'exécution, à savoir l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BASD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

## Le partenariat unique avec les organisations de la société civile

Depuis la Conférence de Rio en 1992 où les dirigeants mondiaux se sont réunis pour s'atteler aux liens essentiels entre environnement et développement, les organisations de la société civile (OSC) ont été



reconnues comme des partenaires incontournables de l'action menée pour atteindre les objectifs de développement durable. De ce fait, l'un des grands principes retenus à Rio est que « la meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés<sup>1</sup>. »

Depuis sa création, le FEM a fait sienne cette philosophie et a forgé avec les OSC un partenariat unique qui n'a pas cessé de se renforcer au fil du temps. Qu'il s'agisse de l'identification et de l'exécution des projets ou d'influencer sa gouvernance et son processus de décision, les OSC sont devenues des partenaires clés du FEM. Les organisations les plus diverses sont régulièrement venues grossir ses rangs pour participer à ses activités, notamment des organisations non gouvernementales (ONG) de niveau local, national et international ; des groupes de proximité ; des organisations de peuples autochtones ; des

associations de femmes ; des instituts de recherche ; des universités et des entreprises du secteur privé.

Par ailleurs, les Conventions de Rio — la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CBD), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD) — pour lesquels le FEM fait office de mécanisme financier reconnaissent qu'il est important de promouvoir la coopération et d'encourager la participation de la société civile à la réalisation de leurs buts et objectifs.

Cette publication offre un regard sur la diversité, l'évolution et l'étendue de la participation des OSC aux projets et politiques du FEM et propose des orientations sur la voie à suivre pour consolider encore ce partenariat unique et relever les grands défis environnementaux de la planète.

---

1 Principe 10, Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (1992)





## Les organisations de la société civile : Politique et participation

Le FEM a été l'une des premières institutions financières internationales à rallier activement les OSC à ses projets, programmes et politiques. Il les a associées à ses processus selon des modalités diverses, notamment :

- l'accès à ses aides financières pour la réalisation de projets spécifiques ;
- leur participation et leur contribution à ses projets ;
- leur association aux processus d'élaboration des politiques, dans le cadre de l'Assemblée et du Conseil.

Le Conseil du FEM a adopté à cet effet des politiques spécifiques qui jettent les bases de la participation des OSC aux activités du Fonds à deux niveaux, les projets et les politiques internationales.

### La politique du FEM sur la participation des OSC aux projets

La politique sur la participation du public aux projets du FEM, approuvée par le Conseil en avril 1996, définit les modalités de leur association à la conception, à l'exécution et à l'évaluation des projets financés par le FEM. Elle s'articule autour de trois processus connexes qui se recoupent fréquemment : la diffusion de l'information, les consultations et l'engagement des parties concernées. Elle s'applique à tous les projets et programmes relevant des domaines d'intervention du FEM, expose le bien-fondé, les conditions et les principes d'intervention du public et explicite les dispositions opérationnelles de cette participation et des partenariats forgés en vue de la conception, de l'exécution et de l'évaluation des activités financées par le FEM. Le Conseil du FEM a approuvé cette politique et souligné que son application devrait reposer sur la participation des populations et acteurs locaux, et



tenir compte des circonstances spécifiques au pays et à la zone concernée. Elle doit notamment favoriser l'élaboration de stratégies destinées à consolider la participation des intervenants à tous les stades du cycle des projets, à savoir conception, exécution, suivi et évaluation<sup>2</sup>.

De plus, la Stratégie opérationnelle<sup>3</sup> du FEM énonce dix principes opérationnels et des orientations générales applicables aux domaines d'intervention afin de maximiser les effets positifs pour l'environnement mondial. Le Principe 7 a directement trait à la participation du public et indique que les projets du FEM prévoient « la consultation et, le cas échéant, la participation des bénéficiaires et des groupes concernés ».

La participation du public aux projets financés par le FEM se justifie par le fait que l'engagement de la société civile est essentiel à la qualité et à la pérennité des projets, et qu'elle en améliore les résultats et les retombées ; en effet, elle :

- favorise l'adhésion des pays bénéficiaires et leur responsabilisation par rapport aux résultats des projets ;
- s'attelle aux besoins sociaux et économiques des populations touchées ;
- développe les partenariats entre les organismes chargés de l'exécution des projets et les intervenants ; et,
- tire parti des compétences, des expériences et des connaissances dont disposent les organisations non gouvernementales (ONG), les groupes de proximité, les associations locales et le secteur privé en vue de la préparation, de l'exécution et de l'évaluation des projets.

Le processus de formulation et de mise en œuvre des projets du Fonds est par ailleurs conforme aux politiques et procédures de ses Entités d'exécution. Celles-ci ont adopté des politiques et stratégies qui leur sont propres pour la participation de la société civile à leurs opérations, et ces dispositions s'appliquent également aux projets du FEM.

### La politique du FEM sur la participation des OSC aux politiques internationales

On dit fréquemment des OSC qu'elles sont « les yeux et les oreilles » du FEM sur le terrain. C'est pourquoi leurs contributions et leur expérience ont été jugées utiles à la conception et à la définition des politiques du FEM. Le Conseil du FEM a adopté un ensemble de décisions novatrices visant à associer les OSC à son processus de décision au niveau international.

Afin de mettre à profit la richesse et la variété des opinions, expériences et perspectives indépendantes des OSC, le

Conseil a approuvé une politique permettant de les associer à ses réunions. Cette politique reconnaît que les OSC apportent des perspectives et des observations utiles sur les activités du FEM<sup>4</sup>. Le Conseil a donc résolu d'autoriser la Directrice générale à inviter des représentants des OSC à participer à ses réunions ou à y assister en qualité d'observateurs (une distinction fine est faite à cet égard dans la terminologie du FEM, en ce sens que participer implique être présent dans la salle de réunion, tandis qu'assister à titre d'observateur signifie observer les débats sur une télévision en circuit fermé). Pour tirer pleinement avantage des avis et des contributions des OSC, des réunions entre le FEM et les ONG sont régulièrement organisées (avant chaque réunion semestrielle du Conseil), ce qui donne au FEM, à ses Entités d'exécution et aux Membres du conseil une occasion précieuse de collaborer avec les OSC.

Pour préciser les modalités d'interaction des OSC avec le Conseil durant les réunions semestrielles, des critères spécifiques ont ensuite été élaborés, en concertation avec les OSC, en vue de la sélection des représentants invités à participer aux réunions ou à y assister en qualité d'observateurs. Le Conseil a approuvé des critères de base applicables à ces représentants<sup>5</sup>, à savoir :

- les ONG doivent être accréditées auprès du FEM ;
- une large représentation géographique doit être assurée ;
- les organisations doivent être sélectionnées en fonction de leurs compétences dans les domaines portés à l'ordre du jour des réunions du Conseil ;

## LES OSC TELLES QUE DÉFINIES PAR LE CONSEIL

L'expression « organisation de la société civile » couvre un large spectre et différents types d'organisations. Selon le principe de base approuvé par le Conseil du FEM en 1995, les OSC qui participent à ses réunions ou y assistent en qualité d'observateurs sont des organisations à but non lucratif dont le mandat, l'expérience, l'expertise et les capacités se rapportent à l'action du FEM. Ces organisations comprennent : des groupes de proximité ; des organisations locales, nationales, régionales et internationales, y compris des réseaux d'ONG ayant pour mandat la protection de l'environnement ou la promotion du développement durable ; des organisations de peuples autochtones ; des instituts de recherche et des universités.

2 Secrétariat du FEM. 1996. Participation du public aux projets du FEM, Washington.

3 FEM, 2004, Stratégie opérationnelle du FEM, Washington.

4 Note technique sur les relations des ONG avec le FEM (GEF/C.1/4) — Juillet 1994 (GEF/C.3/5) — février 1995.

5 Les critères de sélection des ONG invitées à participer aux réunions du Conseil ou à y assister à titre d'observateurs et des informations sur la consultation des ONG ont été présentés au Conseil.



- il convient de favoriser une large représentation de points de vue et une expertise équilibrée au plan international, national et local ; et,
- la participation antérieure d'une ONG aux réunions du Conseil doit être prise en considération pour assurer une rotation entre les ONG.

Respectueux de l'indépendance des OSC, le Conseil du FEM leur a laissé la responsabilité du processus de sélection de leurs représentants, se réservant uniquement le pouvoir de veiller à ce que ses critères soient respectés.

Le Secrétariat prend en charge sur son budget administratif les frais de déplacement encourus par un nombre limité de représentants des OSC de pays bénéficiaires pour participer aux réunions du Conseil. Les représentants des OSC invitées sont chargés de faire le lien avec l'ensemble de la communauté des OSC, notamment en se préparant en vue des réunions du Conseil et des consultations avec les ONG et en rédigeant les rapports connexes.

En 2008, le Conseil a réitéré son intention de travailler en concertation avec les OSC. Après plus de dix ans d'association et de participation, il est apparu que le processus d'accréditation des OSC devait être amélioré. Le Conseil a décidé de remplacer l'accréditation des ONG par un processus d'adhésion au Réseau FEM d'ONG<sup>6</sup> qui regroupe les OSC accréditées par le Fonds (voir la Section VI pour un complément d'information sur ce Réseau). L'appartenance au Réseau des ONG offre un mécanisme plus souple et plus efficace d'accréditation auprès du FEM.

---

6 Renforcement de la collaboration et du partenariat de la société civile et du FEM (GEF/C.34/9) — novembre 2008.







## Encourager des partenariats innovants

*Les organisations de la société civile ont noué des partenariats avec le FEM afin d'accéder à ses financements pour mettre en œuvre des projets dans ses différents domaines d'intervention (biodiversité, changement climatique, eaux internationales, dégradation des sols et polluants organiques persistants). Leur association aux projets du FEM à l'échelon international, régional et national fait l'objet de cette section.*

La participation des OSC aux projets financés par le FEM est inhérente à la réalisation de ses objectifs. Le FEM a su forger et consolider de nombreux partenariats novateurs et fructueux dans le cadre de ses actions sur le terrain.

Par ses projets et programmes, le FEM a eu un rôle de catalyseur, en rassemblant différents acteurs dans un même effort, « en créant des liens entre collectivités, ONG et structures gouvernementales, en encourageant la coopération et en améliorant la compréhension et le dialogue entre les différents échelons territoriaux<sup>7</sup>. » Rien de ceci n'aurait été possible sans la participation et la collaboration active des OSC. Les retombées positives de leur association aux projets du FEM ont été mises en évidence dans de nombreuses évaluations. Citons notamment l'engagement croissant des pays, la prise en compte des besoins des populations touchées, les progrès enregistrés dans la conception, l'exécution et l'évaluation des projets et le renforcement des capacités des ONG et des groupes de la société civile.

Les OSC contribuent de plusieurs manières aux projets financés par le FEM : l'identification des projets nécessaires,

<sup>7</sup> Troisième bilan global : Vers des résultats pour l'environnement  
— Troisième bilan global du Fonds pour l'environnement mondial, 2005



la mise en œuvre de certaines de leurs composantes, l'apport de cofinancement, la liaison entre les entités nationales et locales, l'interaction directe avec les bénéficiaires, le plaidoyer, les consultations et l'apport de leur expérience et de leurs connaissances spécialisées aux activités de suivi et d'évaluation.

### Analyse des projets exécutés par des OSC

Depuis 1991, le FEM a financé plus de 1 500 projets<sup>8</sup> dans ses six domaines d'intervention, dont des projets de grande envergure (financés à hauteur de plus d'un million de dollars) et des projets de moyenne envergure (pour lesquels le financement FEM est inférieur à 1 million de dollars). Les OSC sont associées à la majorité de ces opérations, à différents stades du cycle des projets et de leur mise en œuvre. Pour mieux différencier les interventions engagées, cette analyse porte sur les projets directement approuvés au profit d'OSC, ce qui permet de mieux faire la lumière sur le partenariat FEM-OSC dans l'exécution des projets<sup>9</sup>.

En janvier 2010, 13 % des financements du FEM avaient été directement alloués à des OSC (soit 236 projets de grande et moyenne envergure), soit 543 millions de dollars qui ont permis de mobiliser plus de 1,5 milliard de dollars de cofinancement (voir la figure 1). Sur ce total, on dénombrait 57 projets de grande envergure (24 %) bénéficiant d'aides financières du FEM à hauteur de 393 millions de dollars auxquels vient s'ajouter 1,2 milliard de dollars de cofinancement ; 179 projets de moyenne envergure (76 %) ont été dotés de 149 millions de dollars de financements FEM et de 379 millions de dollars de cofinancement (voir la figure 2). La prépondérance des projets de moyenne envergure tient à la mise en place, en 1996, de ce mode d'intervention qui a grandement accéléré les procédures d'examen et d'approbation et l'accès direct aux aides financières du FEM par une très large gamme d'intervenants, notamment les OSC.

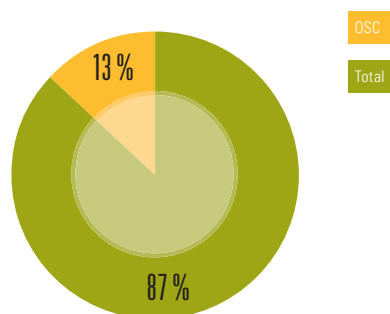
### Tendances par cycle de reconstitution des ressources de la Caisse du FEM

Bien que l'on se soit attaché à favoriser la participation et la collaboration actives des OSC à l'exécution des projets du FEM, le nombre d'opérations approuvées en leur faveur a varié en fonction du cycle de reconstitution considéré. Pendant FEM-1, trois projets de grande envergure ont été attribués à des OSC. La procédure d'approbation des projets de moyenne envergure, mise en place à la fin de cette période, a fourni aux OSC l'occasion idéale d'accéder directement aux ressources du FEM. Pour la seule dernière année de FEM-1, 10 projets de moyenne envergure ont été approuvés, dont cinq au profit d'OSC. Pendant FEM-2 et FEM-3, le nombre de projets exécutés par ces organisations a régulièrement augmenté, avec respectivement 13 et 26 projets de grande envergure ; et 85 et 66 projets de moyenne envergure. Un nouveau système d'allocation des ressources, appelé Dispositif d'allocation des ressources (DAR), a été instauré pendant FEM-4 afin de modifier les procédures d'affectation des ressources du FEM. Dans les domaines d'intervention « biodiversité » et « changement climatique », un montant fixe était alloué par pays, d'où la nécessité de hiérarchiser les projets. Suite à ces ajustements, 15 projets de grande envergure et 23 projets de moyenne envergure ont été approuvés en faveur d'OSC durant FEM-4 (voir la figure 3).

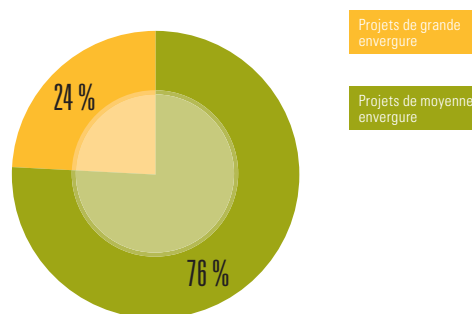
### Répartition par type d'OSC

Les ONG nationales étaient les plus largement représentées chez les partenaires, avec 37 % des opérations (14 projets de grande envergure et 76 de moyenne envergure). Les ONG internationales ont assumé 32 % des actions menées (19 projets de grande envergure et 58 de moyenne envergure). Les instituts de recherche et les universités sont aussi intervenus, 11 % des projets figurant dans le portefeuille du FEM ayant été attribués à des instituts

**FIGURE 1 POURCENTAGE DES PROJETS EXÉCUTÉS PAR DES OSC DANS LE PORTEFEUILLE DU FEM (1991-2010)**



**FIGURE 2 RÉPARTITION DES TYPES DE PROJETS EXÉCUTÉS PAR DES OSC**



<sup>8</sup> Projets financés par la Caisse du FEM.

<sup>9</sup> Les projets pris en compte sont ceux où les dons du FEM ont été attribués à une OSC qui assume de ce fait la responsabilité première de leur exécution. Par ailleurs, les OSC sont associées par des contrats de sous-traitance à la mise en œuvre d'aspects particuliers dans tous les projets.



internationaux (14 projets de grande envergure et 13 de moyenne envergure, et 7 % à des établissements de recherche nationaux (3 projets de grande envergure et 14 de moyenne envergure). Des entreprises privées se sont aussi associées à l'action du FEM, à hauteur de 5 % du portefeuille de projets (1 projet de grande envergure et 11 de moyenne envergure). En outre, 4 % des opérations ont été conjointement exécutées dans le cadre de partenariats divers entre des OSC, des organismes publics et d'autres intervenants (un projet de grande envergure et 4 de moyenne envergure). Les organisations de peuples autochtones ont aussi assumé l'exécution de deux projets de moyenne envergure (voir la figure 4).

### Répartition par domaine d'intervention

Les projets exécutés par des OSC portaient pour la plupart sur la biodiversité, avec 71 % des opérations (41 projets de grande envergure et 126 de moyenne envergure) ; viennent ensuite les actions d'atténuation du changement climatique, avec 14 % des projets assurés par des OSC (12 projets de grande envergure et 22 de moyenne envergure). Les projets concernant les eaux internationales ne représentent que 6 % de leur concours (13 projets de moyenne envergure) et les activités intersectorielles constituent le même pourcentage (3 projets de grande envergure et 11 de moyenne envergure). En 2002, la création de deux nouveaux domaines d'intervention, dégradation des sols et polluants organiques persistants (POP), a permis aux OSC d'assumer l'exécution de projets, 3 % en [tout] pour la dégradation des sols (1 projet de grande envergure et 6 de moyenne envergure) et un projet de moyenne envergure sur l'élimination des POP.

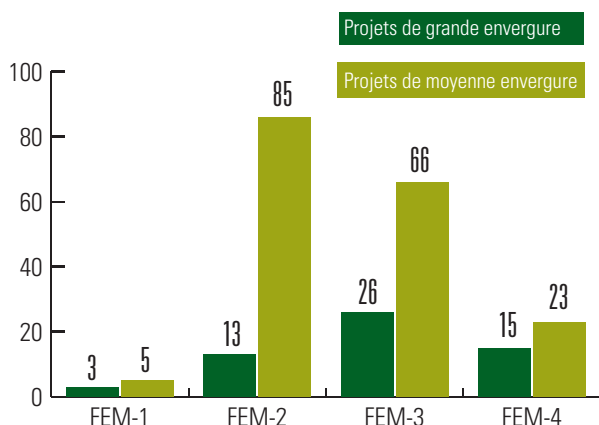
### Répartition régionale

Le plus grand nombre de projets exécutés par des OSC (28 %, dont 14 projets de grande envergure et 49 de moyenne envergure) concerne la Région Amérique latine et Caraïbes. Viennent ensuite l'Asie et le Pacifique où les OSC ont réalisé 17 % du portefeuille de projets (8 projets de grande envergure et 33 de moyenne envergure) ; 12 % des activités qui leur ont été confiées ont été mises en œuvre en Afrique (3 projets de grande envergure et 26 de moyenne envergure), tandis que les OSC de la Région Europe et Asie centrale en ont assumé 7 % (17 projets de moyenne envergure). Les projets régionaux représentaient quant à eux 21 % (22 projets de grande envergure et 28 de moyenne envergure) des interventions conduites par ces organisations, contre 15 % pour les projets mondiaux (10 projets de grande envergure et 26 de moyenne envergure) (voir la figure 6).

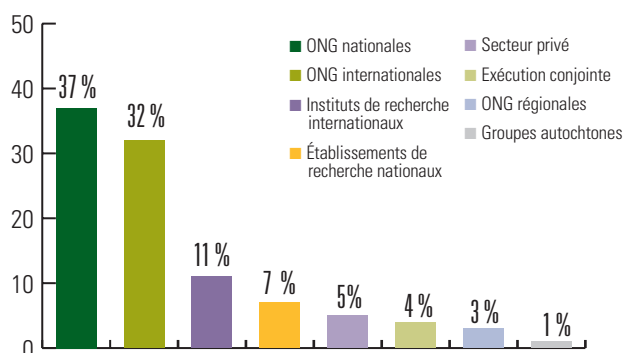
### Répartition par Entité d'exécution

La Banque mondiale a assumé l'exécution de la majorité des projets du FEM en rapport avec les OSC, avec 41 % (20 projets de grande envergure et 78 de moyenne envergure). Les partenariats entre le PNUD et les OSC ont aussi joué un rôle majeur dans la réalisation des projets financés par le FEM, dont ils représentent 33 % (16 projets de grande envergure et 61 de moyenne envergure) ; vient ensuite le PNUE avec 24 % (20 projets de grande envergure et 37 de moyenne envergure). Depuis 2002 où ils sont considérés comme des Entités d'exécution du FEM, les Organismes d'exécution<sup>10</sup> ont aussi commencé à mettre en œuvre des projets confiés à des OSC, dont ils représentent 2 % (1 projet de grande envergure et 3 de moyenne envergure) (voir la figure 7).

**FIGURE 3 TENDANCES PAR CYCLE DE RECONSTITUTION DES RESSOURCES DE LA CAISSE DU FEM**



**FIGURE 4 RÉPARTITION PAR TYPE D'OSC**



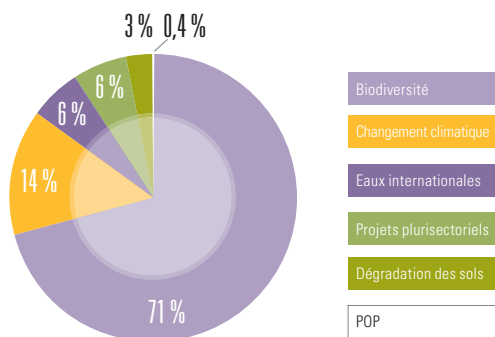
<sup>10</sup> Les Organismes d'exécution du FEM ont été considérés dans leur ensemble ; ils regroupent : la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque interaméricaine de développement (BID), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).



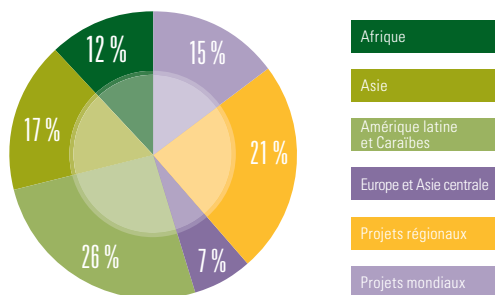
## Cofinancement

Les OSC se sont également révélées des partenaires essentiels dans la recherche de fonds et le cofinancement des projets du FEM. Les contributions en espèces et en nature des ONG, des bénéficiaires, des fondations, du secteur privé et autres intervenants représentent presque 30 % du volume total de cofinancement apporté au portefeuille de projets du FEM (10,3 milliards de dollars pour la période 1991–2008<sup>11</sup>).

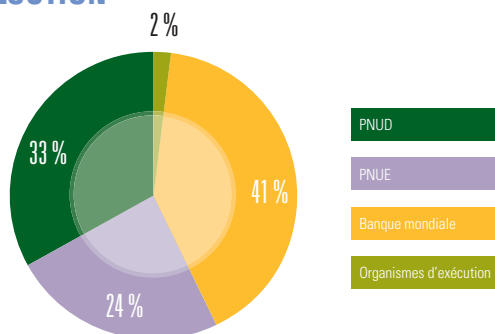
**FIGURE 5 RÉPARTITION PAR DOMAINE D'INTERVENTION**



**FIGURE 6 RÉPARTITION RÉGIONALE**



**FIGURE 7 RÉPARTITION PAR ENTITÉ D'EXÉCUTION**



11 Rapport annuel 2008 du FEM, Washington.







## Des solutions locales aux problèmes environnementaux de la planète

*Les stratégies de proximité ont considérablement favorisé l'action engagée pour protéger l'environnement mondial. Cette section examine la participation locale des OSC dans le cadre du Programme de microfinancements du FEM.*

La meilleure façon de s'attaquer aux problèmes environnementaux mondiaux consiste à faire appel aux populations locales, ce qui permet d'avoir des effets directs à leur niveau et de s'assurer de leur adhésion. Le Programme de microfinancements du FEM est fondé sur ce présupposé fondamental.

Créé en 1992, le Programme de microfinancements intervient au niveau local pour appuyer différents types d'OSC, dont des organisations communautaires, des organisations de proximité, des groupements de peuples autochtones, des organisations de femmes et des organisations non gouvernementales (ONG).

Le Programme de microfinancements octroie directement aux populations locales des dons d'un montant maximum de 50 000 dollars, mais qui sont en moyenne de l'ordre de 20 000 à 35 000 dollars ; il repose sur le principe selon lequel les membres des populations locales peuvent engager avec de petites sommes des activités qui auront une influence significative sur leur existence et leur environnement tout en générant des effets bénéfiques pour l'environnement mondial. Ses aides sont allouées dans les cinq domaines d'intervention (biodiversité, changement climatique, eaux internationales, dégradation des sols, et polluants organiques persistants). La priorité est accordée aux projets qui :

- favorisent la participation des populations locales à tous les stades du projet ;
- sont dirigés par des organisations locales ;



- comportent des dispositions visant à renforcer les capacités locales ;
- rattachent les moyens de subsistance aux effets positifs sur l'environnement mondial au moyen de stratégies de proximité ;
- veillent aux besoins des femmes ainsi qu'aux besoins et pratiques des groupes autochtones ; et,
- associent les savoirs locaux et les moyens scientifiques et techniques.

En encourageant l'élaboration de stratégies de proximité, en rassemblant et en diffusant les enseignements acquis dans les stratégies locales novatrices, en développant les partenariats et les réseaux d'intervenants et en encourageant la transposition des actions concluantes, le Programme de microfinancements est devenu l'un des plus performants des programmes institutionnels du FEM.

Au plan stratégique, il se caractérise notamment par le soutien apporté aux activités qui font le lien entre la préservation des moyens de subsistance et les priorités mondiales du FEM ; l'adhésion croissante des populations et des ONG locales à cette action compte tenu du développement de leurs capacités et de l'expérience acquise ; et l'engagement actif de différents acteurs qui interviennent localement pour s'attaquer aux problèmes environnementaux de la planète.

Des évaluations indépendantes ont souligné les résultats remarquables obtenus au niveau national et local grâce au Programme de microfinancements, ainsi que son importance pour les pays en développement, qui touche à « la façon dont il établit un lien entre les problèmes mondiaux, nationaux et locaux par l'application d'une approche transparente, résolument participative et impulsée par les pays à la planification, à la conception et à l'exécution des projets »<sup>12</sup>.

## Structure du Programme de microfinancements

Le Programme de microfinancements est un programme institutionnel administré par le PNUD pour le compte des Entités d'exécution du FEM.

Sa structure décentralisée fondée sur les principes de participation, de flexibilité et de transparence permet d'encourager au mieux l'initiative et l'adhésion des pays et des populations locales. Au niveau des pays, les décisions sont prises par consensus par un comité directeur national multisectoriel où les OSC — notamment les organisations non gouvernementales, les universités et les instituts de recherche scientifique et les organisations autochtones — sont fortement représentées, aux côtés de représentants du bureau de pays du PNUD et de l'État concerné. Ce comité est chargé d'élaborer la stratégie-programme du pays et d'adapter le cadre stratégique global du Programme de microfinancements aux circonstances locales.

Un coordonnateur national assure la liaison entre le comité directeur national et les partenaires locaux. L'équipe de direction générale du Programme (CPMT), hébergée à la cellule FEM au siège du PNUD, assure l'administration du Programme de microfinancements au niveau mondial.

## Analyse du portefeuille de projets du Programme de microfinancements

À la fin mars 2010, le Programme de microfinancements avait approuvé plus de 12 500 projets, soit un total de 295 millions de dollars qui ont permis de mobiliser 408 millions de dollars de cofinancement, dont 178 millions de dollars correspondent aux contributions en nature des OSC.

## GESTION DE PROXIMITÉ DES AIRES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En 2000, le Programme de microfinancements s'est associé à la Fondation des Nations Unies pour lancer le partenariat pour la gestion communautaire des aires de protection de l'environnement (COMPACT). Ce programme a pour objectif d'étoffer les programmes de protection de la nature en y intégrant des démarches de proximité destinées à préserver la biodiversité d'importance mondiale.

En contribuant à la préservation des écopaysages, le programme COMPACT a considérablement développé l'efficacité des mesures de conservation en place au niveau d'un groupe ciblé de sites inscrits au Patrimoine mondial, de réserves de biosphère, de sites Ramsar et de récifs coralliens d'importance mondiale. Le Programme de microfinancements administre et exécute le programme COMPACT, et attribue des microfinancements de 50 000 dollars maximum à des initiatives communautaires. La Convention du patrimoine mondial de l'Unesco est l'un des partenaires de ce programme.

Plusieurs sites bénéficient du programme COMPACT, notamment :

- Afrique : Parc national du Kilimandjaro en Tanzanie, Parc national du Mont Kenya au Kenya, un réseau de cinq aires protégées dans le sud-ouest de Madagascar, ainsi que la réserve transnationale de biosphère de Djoudj-Djowaling au Sénégal et en Mauritanie ;
- Amérique latine : Complexe du récif-barrière protégé de Belize et réserve de biosphère de Sian Ka'an au Mexique ;
- Caraïbes : Parc national de Morne Trois Pitons en Dominique ; et,
- Asie : Parc national du fleuve souterrain de Puerto Princesa aux Philippines.

Au nombre des actions de proximité financées par le programme COMPACT, citons notamment les projets concernant la création de zones tampons, la sensibilisation, le tourisme durable, les petits réseaux d'irrigation, la préservation des savoirs écologiques traditionnels, les microcentrales hydrauliques, les énergies renouvelables, le développement de la productivité des agroécosystèmes ainsi que tout un ensemble d'activités rémunératrices, telles que l'apiculture, l'agriculture biologique et les pêcheries sous gestion communautaire.

12 Troisième évaluation indépendante du Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial, 2002.



## Tendances par phase d'opérations

Le Programme de microfinancements répond à la demande et à l'intérêt des gouvernements et des populations locales qui souhaitent y être associés. Au vu des réalisations des populations et des organisations locales, le Programme de microfinancements s'est régulièrement développé durant toutes ses phases opérationnelles. Depuis sa phase pilote (exercices 92–96) où il n'intervenait que dans 42 pays, le nombre de pays participants a quasiment triplé. Sa première phase d'opérations (exercices 96–98) a été caractérisée par la participation de 53 pays tandis que la deuxième (exercices 99–04) a vu l'adhésion de 29 pays supplémentaires qui a porté à 83 le nombre total de pays participants ; on en dénombrait 99 pendant la troisième phase (exercices 05–07) et ils étaient 122 au total pour la quatrième phase d'opérations (exercices 07–10) (voir la figure 8).

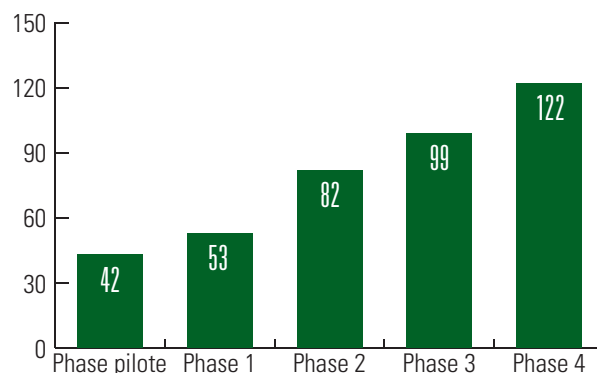
## Répartition par type d'OSC

Le Programme de microfinancements travaille exclusivement avec les populations locales et les groupes de proximité qui comprennent des organisations très diverses. Le classement des projets par type de bénéficiaires montre que 7 800 des projets (63 %) composant le portefeuille du Programme de microfinancements ont été approuvés au profit d'ONG locales et nationales ; 4 100 projets (33 %) concernent des organismes communautaires et des groupements autochtones, tandis que 560 projets (4 %) sont exécutés par des universités et des instituts de recherche (voir la figure 9).

## Répartition par domaine d'intervention

La plus forte contribution des populations locales et des organisations de proximité aux activités financées par le

**FIGURE 8 PAYS PARTICIPANTS PAR PHASE D'OPÉRATIONS**



Programme de microfinancements intéresse le domaine d'intervention « biodiversité » avec 52 % du portefeuille (6 906 projets), suivi par les initiatives locales sur le changement climatique, avec 18 % du portefeuille (2 415 projets). En outre, 11 % des opérations financées par le Programme de microfinancements (plus de 1 500 projets) recoupent plusieurs domaines et sont classés comme projets multisectoriels. Des projets ont aussi été exécutés dans le domaine « eaux internationales » qui représente 5 % du portefeuille (675 projets). En 2002, la dégradation des sols et les polluants organiques persistants sont également devenus des domaines d'intervention du Programme de microfinancements et les populations locales ont mis en œuvre à ce titre 1 562 projets (12 % du portefeuille) et 242 projets (2 %) respectivement (voir la figure 10).

## PAYS PARTICIPANT AU PROGRAMME DE MICROFINANCEMENTS

- Afrique : Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo (Zaire), Rwanda, Sénégal, Seychelles, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie et Zimbabwe.
- Asie et Pacifique : Afghanistan, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran, Laos, Malaisie, Maldives, Micronésie, Mongolie, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Sri Lanka, Thaïlande, Vanuatu et Viet Nam. Il existe en outre trois programmes sous-régionaux pour les pays insulaires du Pacifique, un premier pour les États fédérés de Micronésie, la République de Palau et les

Îles Marshall ; un second pour Nauru, Kiribati, Tonga et Tuvalu ; et le troisième pour les Îles Cook et Niue.

- États arabes : Autorité palestinienne, Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie et Yémen.
- Europe et CEI : Albanie, Arménie, Bélarus, Bulgarie, Kazakhstan, Macédoine, Ouzbékistan, République kirghize, Roumanie, Slovaquie, Tadjikistan, Turquie et Ukraine.
- Amérique latine et Caraïbes : Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Costa Rica, Cuba, Dominique, Équateur, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Surinam, Trinidad et Tobago, Uruguay et Venezuela. Un programme sous-régional couvre les pays suivants dans les Caraïbes : Antigua-et-Barbuda, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.



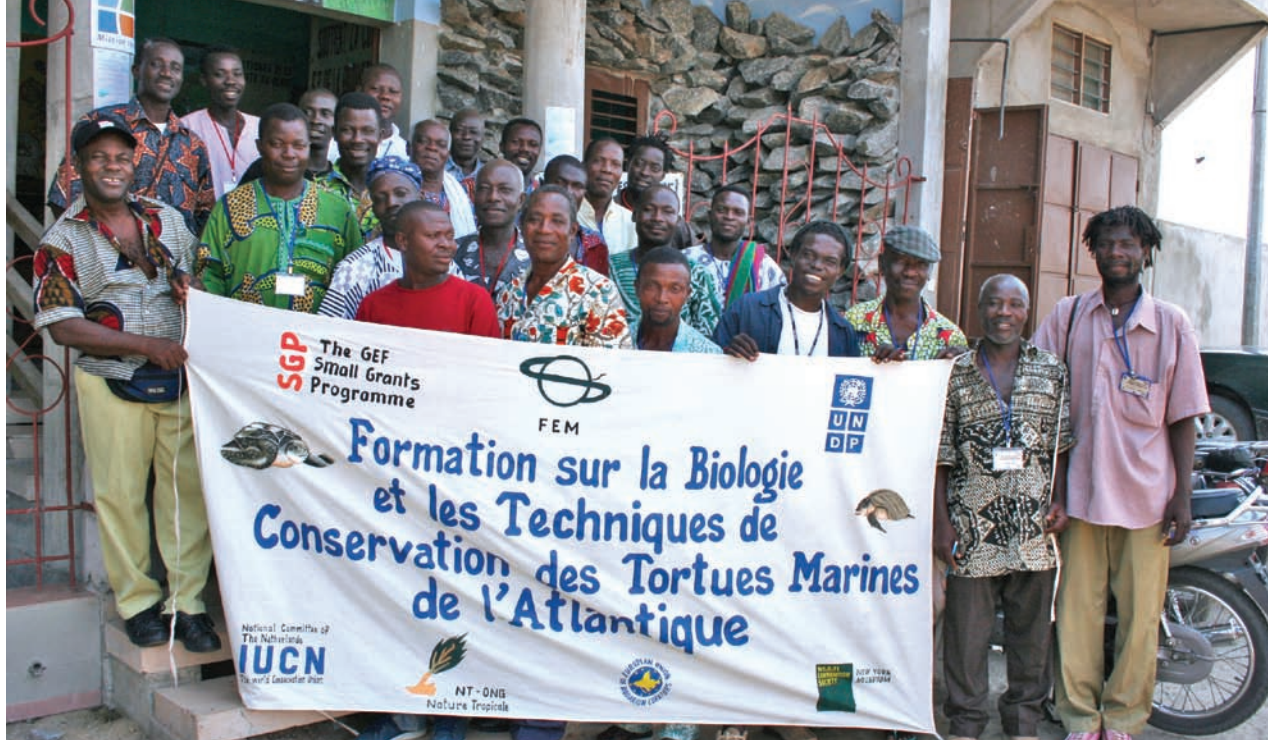


FIGURE 9 RÉPARTITION PAR TYPE D'OSC

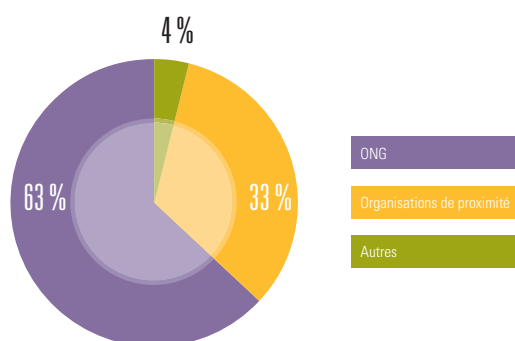
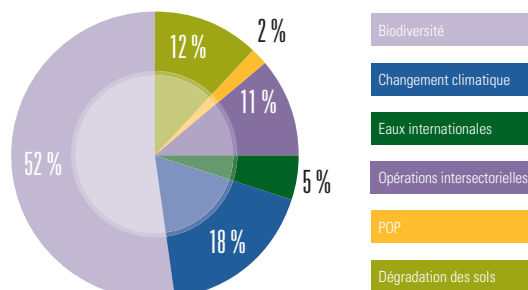


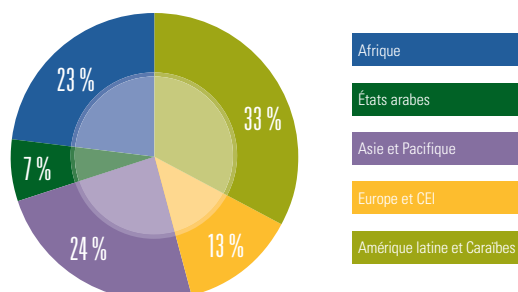
FIGURE 10 RÉPARTITION DES PROJETS DU PROGRAMME DE MICROFINANCEMENTS PAR DOMAINE D'INTERVENTION



### Répartition régionale

La Région Amérique latine et Caraïbes est la plus représentée, avec 4 043 projets (33 %) ; viennent ensuite l'Asie et le Pacifique et la Région Afrique, avec respectivement 3 060 projets (24 %) et 2 931 projets (23 %). L'Europe et la CEI ainsi que les États arabes représentent des parts moins importantes, bien que notables du portefeuille, avec respectivement 1 636 projets (13 %) et 879 projets (7 %) (voir la figure 11). Ces proportions ne sont toutefois que des tendances étant donné que certaines régions comptent plus de pays associés au Programme qui n'a cessé de croître au fil des années.

FIGURE 11 RÉPARTITION RÉGIONALE DES PROJETS RELEVANT DU PROGRAMME DE MICROFINANCEMENTS



De plus amples informations sur le Programme de microfinancements ainsi que la liste complète de ses points de contact nationaux et mondiaux sont disponibles à l'adresse : <http://sgp.undp.org>





## Les projets : Faits marquants et bonnes pratiques

*Cette section présente, à titre d'exemple, un aperçu de projets identifiés et mis en œuvre par des OSC. Ils illustrent la diversité des partenariats créés dans les domaines d'intervention « diversité biologique », « changements climatiques », « eaux internationales », « dégradation des sols » et « POP ». Ils reflètent également l'équilibre entre les différents types d'intervention, à savoir les projets de grande envergure, les projets de moyenne envergure, le Programme de microfinancements, les régions et les Entités d'exécution du FEM.*

### NIVEAU INTERNATIONAL

**Projet mondial :** Fonds du partenariat pour les écosystèmes vitaux

**Domaine d'intervention :** Biodiversité

**OSC responsable :** Conservation International (ONG internationale)

**Type de projet :** Projet de grande envergure ; Agent d'exécution du FEM : Banque mondiale ; financement FEM : 25 millions de dollars ; cofinancement : 75 millions de dollars ; approbation : exercice 01

### VUE D'ENSEMBLE

Les écosystèmes les plus menacés et les plus riches au plan biologique sont définis comme des zones à la biodiversité ultrasensible. Ces zones abritent près de 60 % des espèces vivantes or, les espèces endémiques et les habitats naturels disparaissent à une vitesse alarmante.

Afin de relever le défi et d'enrayer la raréfaction de la biodiversité dans les zones sensibles de la planète, Conservation International a créé un partenariat dans le cadre de ce projet intitulé Fonds du partenariat pour les écosystèmes vitaux. Il a pour objet d'apporter une assistance stratégique aux organisations non gouvernementales et aux autres organisations du secteur privé en vue de la protection des écosystèmes les plus menacés du globe. La préservation des zones sensibles constitue une stratégie très ciblée associant la puissance technologique et financière, les connaissances locales, la souplesse et l'adaptabilité administrative et un mécanisme facilitant la communication de l'information. Le projet s'est fixé des objectifs de protection prioritaires dans ces zones sensibles :

- les espèces menacées d'importance mondiale qui sont concentrées dans un lieu géographique ;
- les sites essentiels pour leur survie ; et,
- les écopaysages nécessaires au maintien des processus écologiques et évolutifs.

### RÉALISATIONS ET ENSEIGNEMENTS

Le Fonds du partenariat pour les écosystèmes vitaux a permis aux OSC de participer à la préservation de certains des écosystèmes les plus importants au monde et d'en tirer profit. La souplesse et l'adaptabilité de la structure et des opérations de ce mécanisme novateur de protection de la biodiversité internationale ont permis d'attribuer des dons à plus de 1 500 OSC qui assurent la mise en œuvre de projets contribuant à préserver les zones à la biodiversité ultrasensible dans 51 pays. Les dons accordés aux OSC se sont révélés particulièrement efficaces pour l'expansion et la gestion avisée des aires protégées, la promotion de nouveaux moyens de subsistance viables dans les zones de production ; la formation, la sensibilisation et le développement des capacités de protection de l'environnement ; la promotion du développement des populations locales et l'atténuation de la pauvreté.

Le soutien apporté par le FEM a permis la constitution du Fonds du partenariat pour les écosystèmes vitaux. Le modèle mis en place dans ce projet s'est révélé efficace et utile au regard des objectifs de protection de la biodiversité. Le Fonds du partenariat pour les écosystèmes vitaux poursuit son action avec le soutien de l'Agence française de développement, de Conservation International, du FEM, du Gouvernement japonais, de la Fondation MacArthur et de la Banque mondiale.

**Projet mondial :** Encourager la société civile à participer activement et efficacement au travail de préparation de la mise en application de la Convention de Stockholm

**Domaine d'intervention :** Polluants organiques persistants

**OSC responsable :** Environmental Health Fund (ONG internationale)

**Type de projet :** Projet de moyenne envergure ; Agent d'exécution du FEM : PNUE ; financement FEM : 1 million de dollars ; cofinancement : 1,4 million de dollars ; approbation : exercice 03

### VUE D'ENSEMBLE

La communauté internationale a contré la menace posée par les POP en adoptant la Convention de Stockholm qui vise à protéger la santé humaine et l'environnement par la réduction et l'élimination de ces polluants. La participation de la société civile est reconnue comme incontournable pour s'atteler à ce problème et mettre au point des réponses adaptées aux effets des POP sur la santé et l'environnement.

Grâce à des partenariats avec quelque 160 ONG et organisations de proximité, l'ONG Environmental Health Fund a exécuté ce projet en collaboration avec le Réseau international pour l'élimination des POP, avec pour objectif de développer les capacités des OSC pour lancer des activités constituant une contribution concrète et immédiate aux efforts engagés par les pays pour préparer l'application de la Convention de Stockholm. Dès lors que les ONG sont mieux armées, les pays auront plus de facilité à atteindre les objectifs de la Convention.

### RÉALISATIONS ET ENSEIGNEMENTS

L'une des plus belles réalisations du projet a été d'assurer la participation durable des OSC à l'action engagée : plus de 100 OSC ont en effet développé notablement leur capacité d'intervention afin de contribuer à la mise en œuvre de la Convention de Stockholm dans leur pays. En outre, plus de 200 OSC réparties dans 65 pays ont favorisé une prise de conscience de ces substances, de leurs sources et de leurs impacts sur la santé et l'environnement en produisant des supports d'information et de politique spécifiques ou adaptés à leur pays. Un site Web ([www.ipen.org](http://www.ipen.org)) accessible aux OSC, aux gouvernements, à l'industrie et à d'autres intervenants sert de base de données mondiale sur les questions relatives aux POP. Le projet a beaucoup fait pour promouvoir les politiques en favorisant la création de partenariats entre les OSC et les pouvoirs publics dans plusieurs pays. Nombre d'OSC participent aux activités nationales de planification de l'application de la Convention et y apportent une contribution majeure. Les OSC et les représentants des pouvoirs publics se considèrent désormais comme des alliés dans la lutte contre un problème national commun.



## NIVEAU RÉGIONAL

**Projet régional :** Gestion durable des zones humides continentales d'Afrique australe : Une approche écosystémique fondée sur les moyens de subsistance

**Domaine d'intervention :** Dégradation des sols et renforcement ciblé des capacités

**OSC responsable :** International Water Management Institute (Institut de recherche)

**Type de projet :** Projet de moyenne envergure ; Agent d'exécution du FEM : PNUE ; financement FEM : 999 000 dollars ; cofinancement : 1,211 milliard de dollars ; approbation : exercice 05

### VUE D'ENSEMBLE

Les écosystèmes humides d'Afrique australe abritent des espèces de flore et de faune très diverses et fournissent de nombreux biens et services écosystémiques. Le potentiel que présentent les ressources en eau des petites zones humides continentales pour l'irrigation des petites exploitations agricoles reste globalement inexploité en Afrique australe. Le développement et la conversion anarchiques de ces écosystèmes en terres agricoles pourraient gravement mettre en péril les moyens de subsistance des populations qui dépendent de ces zones humides.

L'International Water Management Institute (IWMI) est chargée de la réalisation de ce projet qui vise à enrayer la dégradation des sols dans les zones humides d'Afrique australe utilisées aux fins de production alimentaire en remédiant à la pénurie de données scientifiques pour définir des politiques et des interventions stratégiques respectueuses de l'environnement et permettant l'expansion des moyens de subsistance fondés sur les zones humides. Pour élargir le champ et l'impact de ce projet, l'IWMI a noué un partenariat avec la FAO et le Bureau régional de l'UICN pour l'Afrique australe ainsi qu'avec les gouvernements, les ONG et les universités des pays participants, à savoir l'Afrique du Sud, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

### RÉALISATIONS

Grâce à une démarche pluridisciplinaire, le projet génère de nouvelles données sur les zones humides. Des outils d'information utiles sont mis au point, notamment la cartographie des zones humides, des informations détaillées sur ces zones par type d'utilisation, des évaluations de leurs utilisations saisonnières ainsi qu'un suivi et une modélisation hydrologique. Ces nouvelles données sont complétées par d'autres travaux, tels qu'une étude approfondie et une analyse des politiques et des législations relatives aux zones humides, des enquêtes socio-économiques et des études de cas sur les impacts de la dégradation des sols rapportés à l'utilisation des zones humides, aux moyens de subsistance et à la valeur des zones humides.

Ce projet est en cours d'exécution. L'étape suivante consistera à élaborer des politiques et des stratégies mieux adaptées en se fondant sur les connaissances acquises et sur les capacités accrues de gestion durable des zones humides.

**Projet régional :** Constitution et renforcement des capacités pour l'exploitation durable des sources d'énergie renouvelable en Amérique centrale

**Domaine d'intervention :** Changement climatique

**OSC responsable :** Biomass Users Network — Central America (ONG nationale)

**Type de projet :** Projet de moyenne envergure ; Agent d'exécution du FEM : PNUD ; financement FEM : 750 000 dollars ; cofinancement : 3,4 millions de dollars ; approbation : exercice 99

### VUE D'ENSEMBLE

Bien que les questions environnementales et le développement durable figurent en tête des priorités nationales des pays d'Amérique centrale, les compagnies d'électricité de ces pays ne se sont guère intéressées à l'énergie renouvelable. Le manque d'information et des obstacles institutionnels, financiers et techniques ont empêché le recours aux technologies exploitant l'énergie renouvelable, notamment dans les zones rurales qui n'ont pas accès à l'électricité et sur les marchés de petite taille.

L'ONG Biomass Users Network-Central America (BUN-CA) a assuré la mise en œuvre de ce projet qui visait à créer ou à renforcer les capacités d'exécution de projets d'exploitation durable des énergies renouvelables fondés sur la coopération régionale et les réseaux intérieurs. Ce projet destiné à réduire les émissions de gaz à effet de serre en favorisant le recours aux petits convertisseurs d'énergie renouvelable avait pour objectifs spécifiques de :

- développer l'accès aux services énergétiques de base dans les pays d'Amérique centrale, notamment dans les zones rurales ;
- remplacer les combustibles fossiles par des sources d'énergie renouvelable dans les petites unités de production électrique ; et,
- lancer des discussions afin de faciliter la prise en compte de la protection de l'environnement mondial dans les stratégies et politiques énergétiques des pays d'Amérique centrale.

### RÉALISATIONS ET ENSEIGNEMENTS

Plusieurs solutions énergétiques durables ont été illustrées dans huit projets pilotes transposables — notamment l'hydroélectricité, la cogénération et le photovoltaïque solaire — avec une capacité totale de production de 9,7 kilowatts. Tous ces projets pilotes ont été réalisés dans le cadre de partenariats avec des ONG et des organisations de proximité au profit de populations non raccordées au réseau électrique dans les sept pays participants.

Des études de faisabilité ont abouti à la mise au point de mécanismes de financement novateurs des projets d'énergies renouvelables.

Grâce au projet, les fonctionnaires sont aujourd'hui beaucoup plus au fait des possibilités offertes par l'énergie renouvelable et disposent de capacités nouvelles dans ce domaine. En conséquence, les organes publics des pays de la région sont désormais mieux intégrés et les énergies renouvelables ont été incluses dans les plans et politiques environnementales et énergétiques au niveau régional comme dans les pays participants.

## NIVEAU NATIONAL

**Argentine :** Gestion et préservation de la biodiversité des zones humides des étangs de l'Iberá

**Domaine d'intervention :** Biodiversité

**OSC responsable :** Fundación Ecos (ONG nationale)

**Type de projet :** Projet de moyenne envergure ; Agent d'exécution du FEM : PNUD ; financement FEM : 975 000 dollars ; cofinancement : 9 394 125 dollars ; approbation : exercice 03

### VUE D'ENSEMBLE

Les étangs de l'Iberá (de la langue autochtone locale *y berá* « eau brillante ») sont les deuxième zones humides du monde par leur taille et la plus vaste aire protégée d'Argentine. Cet écosystème continental d'origine pluviale revêt une importance mondiale ; il couvre 1,2 million d'hectares et constitue en outre l'un des plus importants réservoirs d'eau douce du continent. Cette écorégion quasiment vierge du nord-est de l'Argentine était menacée par les circonstances prévalant dans la région, notamment une mauvaise gestion de l'environnement, une situation foncière imprécise et un sous-développement économique général.

Fundación Ecos a exécuté ce projet en étroite collaboration avec les parties concernées, et avec leur pleine participation, pour protéger et gérer la biodiversité d'importance mondiale des zones humides de cette écorégion du nord-est de l'Argentine et permettre son exploitation durable.

### RÉALISATIONS ET ENSEIGNEMENTS

La principale réalisation de ce projet a été l'adoption d'un plan de gestion régional de l'écorégion. Ce plan a reçu l'adhésion de tous grâce à l'association des populations locales à tous les stades de sa préparation qui a été fondée sur le dialogue et la consultation. L'un des aspects essentiels du processus était de préserver le patrimoine culturel des habitants de l'Iberá qui entretiennent des

relations étroites avec les espèces sauvages peuplant ces zones humides. De nombreux rapports ont été produits, dont une cartographie des paysages et des espèces indigènes menacées de faune et de flore, et des activités socio-économiques et productives ont aussi été menées à bien. Sur la base de ces rapports, une stratégie a été élaborée pour la mise en place d'autres moyens de subsistance, en particulier l'écotourisme, qui offrent de nouvelles sources de revenus aux populations tout en favorisant l'utilisation durable des ressources de la zone. Par ailleurs, une démarche novatrice d'éducation environnementale et de renforcement des capacités a été mise en place ; elle consiste à associer les enfants des écoles à l'action de préservation des espèces et de protection de la nature.

La participation des populations locales à l'effort de préservation a joué un rôle capital dans le succès de ce projet. Leur engagement était la meilleure garantie de pérennité des efforts menés pour préserver leur patrimoine naturel et culturel.

**Fédération de Russie :** Substances toxiques persistantes, sécurité alimentaire et peuples autochtones du nord de la Russie

**Domaine d'intervention :** Eaux internationales

**OSC responsable :** Association russe des peuples autochtones du Nord (Organisation autochtone)

**Type de projet :** Projet de moyenne envergure ; Agent d'exécution du FEM : PNUE ; financement FEM : 750 000 dollars ; cofinancement : 2,01 millions de dollars ; approbation : exercice 00

### VUE D'ENSEMBLE

La santé des peuples autochtones de l'Arctique est menacée du fait de leur exposition aux substances toxiques persistantes (STP) qui se traduisent par une bioaccumulation et une bioamplification dans la chaîne alimentaire, notamment les produits de la mer dont dépendent les autochtones de l'Arctique du fait de leur mode de vie. Les populations autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'extrême Est de la Fédération de Russie sont soumises à des taux d'exposition aux STP qui comptent parmi les plus élevés de la planète. Des études préliminaires montraient que ces taux étaient extrêmement forts dans l'environnement de l'Arctique russe. Toutefois, les données étaient parcellaires et des pans entiers de l'Arctique russe n'étaient pas couverts par ces études.

Pour s'atteler aux pressions exercées sur la santé des peuples autochtones et favoriser leur survie, l'association russe des peuples autochtones du Nord (RAIPON) a mis en œuvre une série d'initiatives connexes visant à réduire la contamination du milieu arctique par les STP.



## RÉALISATIONS ET ENSEIGNEMENTS

Des études fouillées ont été entreprises en partenariat par des instituts de recherche de Russie et d'autres pays de l'Arctique afin de documenter l'ampleur de la contamination par les STP et leurs impacts sur la santé humaine. Ces études comprenaient notamment des évaluations des sources de pollution à proximité des populations autochtones ; des évaluations de la pollution provenant de sources distantes, mais transportée par l'air et les rivières jusque dans les zones habitées par les autochtones et une évaluation de l'influence de la pollution sur la santé de ces populations.

Un partenariat étroit a été forgé entre les chercheurs et les organisations et populations autochtones, conformément aux pratiques internationalement reconnues, tandis que leur bonne coopération a permis d'engager des mesures correctives pour réduire les risques sanitaires résultant de la contamination de l'environnement et des sources alimentaires traditionnelles. La mise en œuvre de ce projet a en outre renforcé la position de la Fédération de Russie dans les négociations internationales visant à réduire l'utilisation des STP. L'expérience acquise a aussi permis à la RAIPON de participer activement et utilement à ces négociations. RAIPON était la principale ONG associée à l'élaboration du plan d'action visant à éliminer la pollution de l'Arctique durant les réunions de la Convention de Stockholm.

## NIVEAU LOCAL

**Chili :** Gestion du littoral peuplé par les Lafkenches

**Domaine d'intervention :** Biodiversité

**OSC responsable :** Newen Pu Lafkenche Indigenous Association (Association autochtone)

**Type de projet :** Programme de microfinancements ; FEM : 33 446 dollars ; approbation : exercice 02

### VUE D'ENSEMBLE

Les Mapuche constituent la plus large communauté autochtone du centre et du sud du Chili dont ils représentent environ 4 % de la population. Les Lafkenches, une communauté mapuche de la côte composée de huit ethnies, sont très défavorisés au plan social et économique. La rigueur de leurs conditions de vie les a contraints à surexploiter leurs ressources naturelles et à mettre en péril la viabilité de leurs moyens de subsistance ainsi que leur survie.

L'association autochtone Newen Pu Lafkenche a exécuté ce projet pour mettre en place une gestion participative des aires protégées et préserver leur biodiversité au moyen d'activités culturelles. À cette fin, elle s'est appuyée sur la

participation active de la communauté, a procédé à un bilan environnemental pour ensuite préparer et appliquer un plan de gestion et d'évaluation.

## RÉALISATIONS ET ENSEIGNEMENTS

Grâce aux ateliers sur la remise en état des sols et la foresterie, ainsi qu'aux émissions diffusées par la station de radio locale, les populations locales sont désormais bien mieux à même de gérer durablement leurs ressources naturelles, y compris les ressources marines. Par ailleurs, 24 serres ont été établies pour produire durablement des fruits, des légumes et d'autres produits de consommation destinés à la communauté. Les Lafkenches ont aussi passé un accord avec les pouvoirs publics en vue de la constitution d'une commission bilatérale de négociation grâce à laquelle ils pourront mieux faire entendre leur voix auprès des autorités compétentes.

La mise en place de systèmes de gestion durable et participative a eu des retombées positives sur les moyens de subsistance de ces populations. Leurs chefs ont acquis des compétences en gestion et sont mieux à même de négocier avec les pouvoirs publics. Le patrimoine culturel des Lafkenches a également été conforté par des manifestations et des rites religieux conduits dans le cadre du projet.

**Philippines :** Gestion communautaire des bassins versants et utilisation de la ressource en eau pour la production hydroélectrique

**Domaine d'intervention :** Changement climatique

**OSC responsables :** Yamog Renewable Energy Development Group et Polocón Farmers Association (organisations de proximité)

**Type de projet :** Programme de microfinancements ; financement FEM : 44 914 dollars ; approbation : exercice 99

### VUE D'ENSEMBLE

Polocón est une petite communauté agricole de l'extrême sud des Philippines qui regroupe une centaine de ménages. Bien qu'elle soit théoriquement rattachée à la troisième grande ville du pays, Davao City, le réseau électrique urbain s'arrête à 20 kilomètres de là. La seule électricité produite dans le village, accessible à quelques familles seulement, provenait d'une génératrice diesel commune.

Pour apporter l'électricité à la communauté, le groupe Yamog Renewable Energy Development a étroitement collaboré avec l'Association des agriculteurs de Polocón en vue de la mise en œuvre de ce projet qui avait pour objet de pallier le manque d'information et de lever les obstacles techniques et institutionnels à la création de microcentrales hydrauliques gérées par les populations locales.

### RÉALISATIONS ET ENSEIGNEMENTS

La population de Polocón a pris part à la conception, à la construction, à l'exploitation et à la maintenance d'une microcentrale hydraulique d'une capacité de production de 15 kW. Outre la plupart des espaces publics, quelque 110 ménages ont désormais accès à une électricité non polluante. Le renforcement des capacités a tenu une place importante dans ce projet étant donné qu'une formation a été apportée à la communauté pour mettre au point, construire, gérer et entretenir la microcentrale. Les activités de régénération et de protection du bassin versant ont aussi été conduites avec l'aide des populations locales. En effet, sans l'apport de ce bassin

hydrographique de 70 hectares, le débit de la rivière baisserait au point de rendre la microcentrale inutilisable. La communauté a reboisé 25 hectares dans toute la zone du bassin versant.

La communauté tout entière a soutenu le projet. Les membres de l'Association des agriculteurs et le Groupe des femmes de Polocón ont créé une coopérative appelée Polocón People's Power Cooperative qui est à la fois propriétaire et exploitant de la microcentrale. Les recettes de la coopérative communautaire sont investies dans des projets de proximité qui permettent d'améliorer l'existence de la population de Polocón.







## Un partenariat efficace en vue de la promotion des politiques internationales

*Les OSC sont devenues d'efficaces défenseurs du processus d'élaboration des politiques internationales du FEM et font toujours preuve d'un engagement dynamique au niveau international. Cette section traite de la participation des OSC à l'action internationale sur les politiques d'intervention.*

Au plan international, les OSC participent avec enthousiasme au processus de décision du FEM par les moyens suivants :

- gouvernance et élaboration des politiques ;
- démarches engagées durant les négociations pour la reconstitution des ressources de la Caisse du FEM en vue d'inciter les donateurs à contribuer ; et,
- actions de promotion, de sensibilisation et d'information sur les grandes questions écologiques.

Toutefois, leur plus importante contribution a été leur participation active aux consultations du Réseau des ONG, aux réunions du Conseil et à l'Assemblée du FEM. Ce processus unique, sans équivalent dans les autres organisations multilatérales, permet des échanges de vues directs entre les OSC, le FEM, ses Entités d'exécution et les membres du Conseil.

Dans toutes ces occasions, les OSC peuvent présenter des propositions constructives de réforme des politiques et des institutions afin d'améliorer l'efficacité de l'action du FEM. Celui-ci en a tiré grand profit et ses politiques ont été enrichies des points de vue des OSC.

## Le Réseau des ONG

Constitué en 1995, le Réseau des ONG regroupe des OSC désireuses de prendre part aux consultations des ONG et aux réunions du Conseil et de recevoir régulièrement des informations sur le FEM. La création de ce mécanisme de participation fait suite à la décision du Conseil qui a invité les OSC à assister à ses réunions.

Le Réseau des ONG est un partenariat entre le FEM et les OSC dont l'action en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable est alignée sur le mandat du FEM.

Diverses évaluations<sup>12</sup> ont fait état de l'impact du Réseau, soulignant que « le FEM a servi de catalyseur à la constitution du Réseau des ONG qui est à la fois un organe consultatif et un moyen de diffuser des informations sur les politiques et programmes du FEM aux organisations nationales de la société civile ».

L'intérêt porté par les OSC à l'instauration d'un dialogue officiel avec le FEM s'est accru de façon exponentielle au fil des années et le Réseau compte aujourd'hui plus de 400 OSC actives qui apportent leur contribution à l'élaboration des politiques et des programmes et à l'évaluation des activités du FEM.

Le Réseau des ONG est animé par 15 points focaux régionaux ; trois représentants des organisations de peuples autochtones et un point focal mondial. On trouvera dans le tableau ci-après la liste des régions représentées dans le Réseau et des pays couverts dans chacune de ces régions.

Les points focaux assument notamment les responsabilités suivantes : tenir à jour la liste des membres actifs ; maintenir des rapports réguliers avec les membres de leur région pour leur transmettre des informations sur des questions régionales d'intérêt ; sélectionner les OSC qui seront invitées à participer aux réunions du Conseil ; coordonner la préparation de l'ordre du jour des réunions de la Consultation des ONG et la participation des OSC aux réunions du Conseil ; fournir des informations à leurs membres et aux autres intervenants sur les activités liées à l'action du FEM, y compris les consultations et les réunions du Conseil et la diffusion des rapports connexes.

## LE RÉSEAU FEM-ONG

**Vision** — Une société civile dynamique qui influence les politiques et mesures adoptées à tous niveaux pour préserver l'environnement mondial et promouvoir le développement durable.

**Mission** — Renforcer le partenariat entre la société civile et le FEM en favorisant sa participation, sa contribution à la formulation des politiques et l'intensification de son action.

Régions couvertes par le Réseau FEM-ONG	Pays couverts
<b>Afrique australe</b>	Afrique du sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.
<b>Afrique de l'Est</b>	Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Maurice, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan et Tanzanie.
<b>Afrique de l'Ouest</b>	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.
<b>Afrique du Nord</b>	Algérie, Égypte, Libye, Mauritanie, Maroc, Soudan et Tunisie.
<b>Asie du Sud</b>	Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka.
<b>Asie du Sud-Est</b>	Brunei, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Timor Leste, Thaïlande et Viet Nam.
<b>Asie du Nord-Est</b>	Chine, Japon, Mongolie, République démocratique populaire de Corée et République de Corée.
<b>Asie de l'Ouest</b>	Iran, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie et Yémen.
<b>Pacifique</b>	Australie, États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.
<b>Europe orientale et Asie centrale</b>	Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Moldova, Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine.
<b>Amérique centrale</b>	Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua et Panama.
<b>Amérique du Sud</b>	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, Uruguay et le Venezuela.
<b>Caraïbes</b>	Antigua-et-Barbuda, Barbade, Bahamas, Cuba, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Îles vierges, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago.
<b>Europe</b>	Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, République slovaque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Suisse et [Israël].
<b>Amérique du Nord</b>	Canada et les États-Unis d'Amérique.
<b>Peuples autochtones</b>	Afrique, Amériques et Asie-Pacifique.



L'intensification de la demande d'information et de participation de la part des OSC justifiait la constitution d'un Réseau d'ONG structuré et organisé. Ses objectifs, sa structure, la procédure d'élection des points focaux ainsi que d'autres informations sont exposés dans les *Règles et procédures de fonctionnement et de gestion du Réseau FEM-ONG*<sup>13</sup>. Des consultations élargies ont été organisées avec les membres du Réseau en vue de l'élaboration de ces règles et procédures qui ont été approuvées en 2008.

### L'action menée par les OSC pour promouvoir les politiques de l'institution

Le Conseil du FEM se réunit deux fois par an pour discuter et décider des politiques d'intervention et pour examiner et approuver les projets. Une consultation des OSC, conjointement organisée par le Réseau et le Secrétariat du FEM, se tient avant la réunion officielle des gouvernements. Par l'intermédiaire des points focaux régionaux et des représentants des organisations autochtones dont l'action est coordonnée par le point focal mondial, les OSC se préparent aux discussions avec le Secrétariat et les Entités d'exécution du FEM ainsi qu'avec les membres du Conseil. Durant ces consultations, elles font part de leurs préoccupations, formulent des observations sur les politiques et les projets et exposent leurs positions sur les questions de fond inscrites à l'ordre du jour de la réunion du Conseil. Il ne s'agit pas seulement de leur donner l'occasion d'exprimer leurs opinions et leurs préoccupations. En effet, les interventions des OSC durant ces consultations ont contribué à d'importants remaniements des politiques du FEM. Citons par exemple les discussions qui ont abouti à l'approbation des projets de moyenne envergure. Les aspects positifs et négatifs de la mise en œuvre des projets du FEM sont aussi mis en lumière pendant ces réunions, avec la présentation d'études de cas par les OSC. C'est là l'occasion de partager avec les nombreux partenaires du FEM les pratiques et l'expérience acquise par ces organisations au fil de la mise en œuvre des projets. Pendant les réunions du Conseil, les OSC ont également la possibilité d'échanger avec les membres du Conseil et d'intervenir officiellement pendant les réunions.

L'Assemblée du FEM qui se réunit tous les trois ou quatre ans, lors du démarrage d'un nouveau cycle de reconstitution, est une autre occasion importante où les OSC peuvent se faire entendre. Les représentants de tous les pays participants assistent à l'Assemblée pour examiner les politiques générales et les opérations du FEM et définir l'axe de politique générale du prochain cycle de reconstitution. L'Assemblée est aussi l'occasion d'un dialogue de haut niveau sur les grands défis auxquels le FEM est confronté et sur les moyens d'y faire face ; elle permet de mieux faire connaître et de comprendre les problèmes environnementaux de portée mondiale et de consolider l'adhésion de tous les participants à l'action du FEM.

## Participation des OSC aux évaluations du FEM

Le Bureau de l'évaluation, qui est indépendant, évalue l'action et les résultats du FEM dans tous les domaines d'intervention, chez ses Entités d'exécution et dans les pays. La participation des OSC est un aspect essentiel de nombre de ces évaluations. Elle commence dès la phase préparatoire : les documents préliminaires et les projets de mandat sont publiés sur le site Web du Bureau de l'évaluation en vue d'un retour de commentaires et de suggestions. Dans plusieurs évaluations, un effort particulier a été fait pour tenir compte d'évaluations réalisées par la société civile, à l'occasion d'ateliers de consultation,

### QUELQUES-UNES DES RETOMBÉES DE LA MOBILISATION DES OSC

**Approbation des projets de moyenne envergure.** Suite aux préoccupations exprimées par le Réseau des ONG, un groupe de travail des OSC a été convoqué par le Secrétariat du FEM en 1995 pour examiner comment étendre la participation de ces organisations, au-delà des réunions du Conseil, aux activités menées dans le cadre des projets du FEM. C'est ainsi que le document *Promouvoir les partenariats stratégiques entre le FEM et la communauté des ONG* (GEF/C.7/Inf.8) a été présenté à la Consultation et aux réunions du Conseil en avril 1996. Il comprenait notamment une proposition visant à accélérer l'accès aux ressources du Fonds pour les dons de taille intermédiaire afin que le FEM puisse tirer le plein profit du potentiel des OSC. Suite aux commentaires et à l'accueil positif du Conseil, un groupe de travail comprenant des représentants des OSC, du Secrétariat et des Entités d'exécution du FEM a été constitué afin d'étudier ce mécanisme de façon plus approfondie. Le document *Proposition relative à des projets de moyenne envergure* (GEF/C.8/5) a été examiné et approuvé par le Conseil en octobre 1996. L'approbation de ce mécanisme a ouvert la voie à un mode d'intervention mutuellement bénéfique grâce auquel les OSC peuvent travailler avec le FEM.

**Participation aux réunions de reconstitution des ressources de la Caisse du FEM.** Le FEM est financé par les pays bailleurs de fonds. Tous les quatre ans, les donateurs se réunissent pour faire le bilan des réalisations et des résultats obtenus et annoncer leurs contributions au prochain cycle. Ces réunions étaient jusque là limitées aux représentants des pays bailleurs de fonds. Grâce à une action de plaidoyer concertée entre les OSC, les donateurs et les groupes de pays bénéficiaires, les pays donateurs ont accepté en juin 2009 d'inviter le Réseau FEM-ONG à désigner des représentants autorisés à participer en qualité d'observateurs aux discussions de reconstitution. Cette étape constitue un tournant décisif pour les OSC étant donné que nulle autre institution internationale de financement ne les autorise à prendre part aux réunions des donateurs.

13 Les *Règles et procédures de fonctionnement et de gestion du Réseau FEM-ONG* sont disponibles à l'adresse : [www.gefngo.org](http://www.gefngo.org).



d'enquêtes ou d'entretiens. Les OSC sont à l'origine de nombreuses suggestions utiles formulées en vue des principales évaluations effectuées par le Bureau, telles que les bilans globaux du FEM. Pour le Quatrième bilan global par exemple, une série de réunions sous-régionales avait été prévue avec les représentants des OSC, ainsi qu'une enquête par voie électronique, pour s'assurer que leurs points de vue seraient pris en compte. Le cas échéant, les OSC sont invitées à faire leurs commentaires sur les conclusions préliminaires du Bureau.

Certaines des évaluations réalisées par le Bureau illustrent particulièrement bien la manière dont le FEM interagit avec les OSC. Le rôle et la participation de ces organisations constituent par exemple un aspect important des examens de portefeuilles-pays. L'étude sur les retombées locales des projets, réalisée en 2005, a également montré qu'il fallait trouver une meilleure articulation entre l'action du FEM et les liens entre environnement et développement, et plus particulièrement entre pauvreté et gestion de l'environnement. La prise en compte insuffisante de cette relation a entravé la capacité du FEM à atteindre les objectifs de protection de l'environnement mondial, étant donné que les pauvres n'ont souvent pas d'autre choix que de continuer à exploiter les ressources naturelles de manière non viable. Par ailleurs, les Bureaux de l'évaluation du FEM et du PNUD ont récemment réalisé une évaluation conjointe qui avait principalement pour objet de mesurer l'utilité des résultats du Programme de microfinancements au regard de la mission du FEM, des priorités nationales et des priorités environnementales. Cet exercice visait aussi à évaluer la capacité du Programme à produire des effets positifs sur l'environnement mondial et à rallier les organisations de proximité et les organisations de la société civile à son action.

On trouvera davantage d'informations, ainsi que tous les rapports précités, sur le site Web du Bureau de l'évaluation du FEM, à l'adresse : [www.gefeo.org](http://www.gefeo.org).

### Comment participer ?

En devenant membre du Réseau, les OSC peuvent participer à la Consultation FEM-ONG, aux réunions du Conseil et à l'Assemblée du FEM. Les OSC reçoivent en outre des mises à jour régulières sur les politiques et activités du FEM et du Réseau. Il y est notamment question des possibilités de financement et de renforcement des capacités, des réunions et manifestations à venir et des rapports des OSC relatifs aux réunions du Conseil. Par l'entremise des points focaux, les membres des OSC peuvent apporter leur contribution et leur expérience en vue de la définition des priorités nationales appuyées par le FEM, et elles peuvent aussi faire part de leurs préoccupations sur tout ce qui touche aux politiques et procédures du FEM ou à la mise en œuvre de ses projets. En adhérant au Réseau, elles établissent des liens avec d'autres membres et peuvent ainsi échanger des expériences et des enseignements. Les OSC dont l'action correspond à la mission du FEM peuvent demander des informations sur les possibilités et les critères d'adhésion au Réseau.

Des informations complémentaires, notamment la liste des points focaux et des membres du Réseau, sont fournies à la section OSC du site Web du FEM ([www.thegef.org/gef/CSO](http://www.thegef.org/gef/CSO)) ainsi que sur le site Web du Réseau FEM-ONG ([www.gefnngo.org](http://www.gefnngo.org)). Des demandes d'information peuvent aussi être adressées par courriel à l'adresse : [gefcivilsociety@thegef.org](mailto:gefcivilsociety@thegef.org).



A photograph of a crowd of people at an outdoor event. In the foreground, a young girl with light brown hair is looking towards the camera, with several red and green apples tucked into her hair. To her left, a woman with dark hair and a blue and white striped sweater looks off to the side. To her right, a woman with brown hair and sunglasses looks upwards. The background shows other people and trees under bright sunlight.

# Orientations futur





*La contribution des OSC a été capitale pour l'action du FEM, que ce soit pour assurer l'efficacité de ses propres projets ou pour veiller à refléter leurs points de vues et compétences particulières dans ses propres politiques. Pour l'avenir, il convient de trouver des moyens et des mécanismes permettant de développer le partenariat entre le FEM et les OSC qui a donné de si bons résultats jusqu'ici.*

Par ses projets et ses politiques, le FEM a forgé des partenariats novateurs avec les gouvernements, les OSC, les parties prenantes et les populations locales afin que tous allient leurs forces. Les OSC, qui comprennent des ONG internationales jusqu'aux petites organisations de proximité, ont pris une part considérable dans la réussite globale des projets du FEM.

En s'inspirant des acquis de l'expérience, le FEM compte développer sa collaboration avec les OSC pendant FEM-5 pour plus d'efficacité et d'efficience.

Le mécanisme d'allocation des ressources, rebaptisé Système transparent d'allocation des ressources (STAR)<sup>14</sup>, fournit aux gouvernements des pays récipiendaires la possibilité de s'associer à des OSC, notamment pour la planification nationale des actions financées par le FEM. Les Comités directeurs nationaux se sont révélés particulièrement utiles dans le processus national de planification et de hiérarchisation des projets du FEM. Les gouvernements peuvent ainsi tirer le plein profit d'une collaboration avec un éventail représentatif d'intervenants très nombreux, dont les OSC, durant les consultations tenues pour définir les priorités et affectations stratégiques des ressources du FEM. Par ailleurs, ces consultations contribuent à renforcer l'adhésion des pays. Les projets du FEM continueront également de tirer parti de la participation active des OSC sur la base de leurs avantages comparatifs particuliers, pour ce qui est d'assurer notamment le rapport coût-efficacité des opérations, d'établir les liens voulus entre elles à l'échelon mondial, national et local, et de garantir la viabilité et l'impact à long terme des résultats obtenus.

Le développement du Programme de microfinancements se poursuivra durant FEM-5. Treize nouveaux pays s'associeront au Programme pendant ce cycle de reconstitution, ce qui permettra aux OSC des 135 pays participants de contribuer à la protection de l'environnement mondial au moyen d'actions de proximité. En outre, les pays qui ont déjà l'expérience

14 En juin 2009, le Conseil a approuvé une proposition du Secrétariat visant à rebaptiser le DAR Système transparent d'allocation des ressources (STAR). Des informations complémentaires sont disponibles dans le document Scénarios et formules envisageables pour un Système transparent d'allocation des ressources applicable pendant FEM-5 (version révisée) (GEF/C.35/4.Rev.1, May 29, 2009).



de ce Programme bénéficieront pendant FEM-5<sup>15</sup> d'un traitement privilégié qui leur permettra de fonctionner de manière plus indépendante et d'endosser de plus grandes responsabilités. Le mécanisme d'intervention efficace du Programme sera renforcé dans ces pays qui auront accès à d'autres sources de financement grâce auxquelles ils pourront élargir leur action et leur impact. En se fondant sur l'expérience acquise dans le cadre d'actions communautaires porteuses d'effets bénéfiques sur l'environnement mondial, les pays bénéficiant de ce traitement privilégié pourront contribuer à de nouveaux programmes nationaux de formation et de renforcement des capacités visant notamment à transposer, à développer et à intégrer l'action de protection de l'environnement.

Associer les OSC à son processus de décision constituait une priorité stratégique pour le FEM. Le dialogue engagé

a contribué à l'élargissement et à l'approfondissement de leur participation aux efforts internationaux de protection de l'environnement. Ouvrir la voie à l'intervention des OSC dans le processus de définition des politiques du FEM s'est révélé un moyen efficace de diffuser l'information entre les OSC, le FEM, ses Entités d'exécution et le Conseil. Grâce au Réseau FEM-ONG, le FEM a pu accéder à des contributions précieuses ainsi qu'à des perspectives indépendantes qui l'ont aidé à maintenir et à renforcer son impact sur le terrain. Pendant FEM-5, un processus sera engagé pour étudier les moyens de développer et de consolider le partenariat FEM-OSC et il devrait déboucher sur une proposition de stratégie. Ce processus mené en étroite collaboration et en concertation avec les membres du Réseau des ONG et d'autres intervenants comprendra un examen des politiques et des programmes associant les OSC à l'action du FEM.

---

15 Programme de microfinancements : Modalités d'exécution et politique de reclassification applicables pendant FEM-5 (GEF/C.36/4, Novembre 2009).





## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<b>BAD</b>	Banque asiatique de développement
<b>BAfD</b>	Banque africaine de développement
<b>BERD</b>	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
<b>BID</b>	Banque interaméricaine de développement
<b>CPMT</b>	Équipe de direction générale du programme
<b>DAR</b>	Dispositif d'allocation des ressources
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FEM</b>	Fonds pour l'environnement mondial
<b>FIDA</b>	Fonds international de développement agricole
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>ONUDI</b>	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'environnement
<b>STAR</b>	Système transparent d'allocation des ressources



## PHOTOS

Couverture : Gennadiy Ratushenko  
 Deuxième de couverture : Shutterstock  
 Page 2 : Stuart Chape  
 Page 4 : Curt Carnemark  
 Page 6 : Fakrul Islam  
 Page 7 : Thomas Sennett  
 Page 9 : Curt Carnemark  
 Page 10 : Curt Carnemark,  
 Page 13 : Simone D. McCourtie

Page 14 : Tran Thi Hoa  
 Page 17 : Prabhjot Sodhi  
 Page 18 : Curt Carnemark  
 Page 23 : Curt Carnemark  
 Page 24 : Bunyad Dinc  
 Page 27 : Zlatko Samardziev  
 Page 28 : Simone D. McCourtie  
 Page 31 : Curt Carnemark  
 Troisième de couverture : Fred Kihara



TOGETHER WE CAN  
TACKLE

CLIMATE CHANGE





[www.theGEF.org](http://www.theGEF.org)



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL  
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE